

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 9 maart 1998.

Brussel, 2 maart 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 607

[C - 98/27135]

19 FEVRIER 1998. — Décret modifiant pour la Région wallonne l'arrêté royal n° 83 du 28 novembre 1939, confirmé par la loi du 16 juin 1947, relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 2, les mots « des lois minières coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 » sont remplacés par les mots « du décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 sur les mines ».

Art. 2. A l'article 2, alinéa 1^{er}, les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « le Gouvernement wallon ».

A l'alinéa 1^{er} du même article, les mots « à l'Etat ou » sont supprimés.

Le dernier alinéa de ce même article est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« Les permis sont octroyés à des personnes physiques ou morales justifiant des capacités techniques et financières pour les mettre en œuvre. »

Art. 3. A l'article 5, alinéa 1^{er}, le mot « royal » est remplacé par les mots « du Gouvernement wallon ».

Au même article, alinéa 2, le mot « royal » est remplacé par les mots « du Gouvernement wallon ».

Art. 4. L'article 6 est supprimé et est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. § 1^{er}. La procédure d'octroi des permis exclusifs de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles est ouverte :

a. soit à l'initiative du Gouvernement wallon;

b. soit après qu'une demande de permis exclusif de recherches ou d'exploitation a été introduite auprès du Gouvernement wallon.

§ 2. Un arrêté du Gouvernement wallon détermine la forme des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation; il indique les autorités auxquelles elles doivent être adressées et spécifie les formalités auxquelles l'instruction de ces demandes est soumise.

§ 3. Toute demande est accompagnée d'un programme de recherche ou d'exploitation.

§ 4. L'arrêté visé au paragraphe 2 règle de même la forme des demandes de vente, de cession, totale ou partielle, de partage, de location, d'amodiation des droits conférés par les permis, ainsi que des demandes d'approbation de la dévolution de ces droits. »

Art. 5. L'article 7 est supprimé et est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. § 1^{er}. Lorsque plusieurs demandes présentent des mérites équivalents quant aux capacités techniques et financières visées à l'article 2 ainsi qu'en ce qui concerne le programme de recherche et d'exploitation visé à l'article 6, le Gouvernement wallon sollicite des demandeurs des informations complémentaires pour lui permettre d'effectuer un choix objectif.

§ 2. L'arrêté du Gouvernement wallon octroyant un permis détermine la durée de celui-ci de manière que la durée du permis n'excède pas la période nécessaire pour mener à bien les activités pour lesquelles il est octroyé.

§ 3. A la requête du détenteur du permis, la durée du permis peut être prorogée par arrêté du Gouvernement wallon. Les conditions d'octroi d'une prorogation sont définies par l'arrêté du Gouvernement wallon prévu à l'article 6.

§ 4. L'arrêté visé au paragraphe 2 détermine le périmètre à l'intérieur duquel les travaux de recherche ou d'exploitation peuvent être effectués, de telle manière que le périmètre autorisé n'excède pas ce qui est justifié par le meilleur exercice possible des activités du point de vue technique et économique.

§ 5. A l'arrêté visé au paragraphe 2 est annexé un cahier des charges où sont prévus notamment :

a. les avantages accordés au titulaire du permis;

b. le taux de la redevance aux propriétaires du sol;

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du CRW 317 (1997-1998) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, Séance publique du 28 janvier 1998.

Discussion. — Vote.

- c. les prestations dues à la Région wallonne par le titulaire du permis;
- d. les conditions auxquelles le titulaire sera tenu pour quitte et libre, notamment en ce qui concerne la remise en état des lieux, soit à l'expiration du permis, soit dans le cas où il renoncerait au bénéfice du permis avant cette expiration;
- e. les causes et conditions du retrait du permis et l'indemnité due éventuellement au titulaire en pareil cas;
- f. les bases de l'indemnité éventuellement due au titulaire en vertu de l'article 10;
- g. les conditions concernant l'exercice des activités pour lesquelles le permis est octroyé, pour autant qu'elles soient justifiées par des considérations d'ordre public, de santé publique, de sécurité des transports, de protection de l'environnement, de protection des ressources biologiques et des trésors régionaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, par la sécurité des installations, la gestion des ressources en hydrocarbures ou la nécessité de s'assurer des revenus fiscaux.

Le cahier des charges peut imposer au titulaire du permis l'obligation de s'affilier à des organismes créés dans l'intérêt commun des exploitants.

Un arrêté du Gouvernement wallon détermine les modalités d'application du présent article. »

Art. 6. A l'article 10, les mots « ou l'exploitation réservée à l'Etat par un arrêté royal pris en vertu de l'article 17 » sont supprimés.

Art. 7. A l'article 14, alinéa 1^{er}, le mot « Gouvernement » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 8. L'article 16 est supprimé et est remplacé par la disposition suivante :
« Article 16. Les dispositions de l'article 44 du décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 sur les mines sont applicables lorsqu'il s'agit des dommages visés à l'article 15 du présent arrêté. »

Art. 9. Le titre VI est supprimé ainsi que l'article 17.

Art. 10. Un titre VI nouveau est inséré, comprenant un article 17 nouveau, rédigé comme suit :

« Titre VI. — De la participation de la Région wallonne à l'exercice des droits conférés par le permis.

Article 17. § 1^{er}. Les modalités du versement des contributions visées à l'article 7, § 5, alinéa 1^{er}, y compris les exigences concernant la participation de la Région wallonne, sont fixées par le Gouvernement wallon de manière à garantir le maintien de l'indépendance des entités en matière de gestion.

§ 2. Si l'octroi du permis dépend de la participation de la Région aux activités et si une personne morale a été désignée à seule fin de gérer cette participation ou si la Région elle-même la gère, ni la personne morale ni la Région ne sont empêchées d'exercer les droits et obligations liés à cette participation, de manière proportionnelle à l'importance de celle-ci, pour autant que la personne morale ou la Région ne détienne les informations ni l'exercice des droits de vote sur des décisions concernant des sources d'approvisionnement des détenteurs du permis, que la Région ou la personne morale ne dispose pas, en combinaison avec une ou plusieurs entreprises publiques au sens de l'article 1^{er}, point 2 de la Directive 90/531/CEE, d'une majorité de droits de vote sur d'autres décisions et que les droits de vote de la personne morale ou de la Région s'exercent uniquement sur la base des principes transparents, objectifs et non discriminatoires et n'empêchent pas le détenteur de permis de fonder ses décisions en matière de gestion sur des principes commerciaux normaux.

§ 3. Les dispositions du précédent alinéa n'empêchent pas une personne morale ou la Région de s'opposer à une décision des détenteurs de permis qui ne respecteraient pas les conditions et exigences, précisées dans le permis, qui concerne la politique de restriction de la protection des intérêts financiers de la Région.

§ 4. La faculté de s'opposer à la décision s'exerce de manière non discriminatoire, en particulier en ce qui concerne les décisions en matière d'investissements et les sources d'approvisionnement des détenteurs de permis. Lorsque la participation de la Région aux activités est gérée par une personne morale qui est également détentrice des permis, le Gouvernement édicte dans le permis des dispositions obligeant ladite personne morale à tenir des comptabilités distinctes pour son rôle commercial et pour son rôle de gestionnaire de la participation de la Région et garantissant que la composante de cette personne morale responsable de la participation de la Région ne fournit pas d'informations à la composante de cette même personne morale qui détient les permis pour son propre compte. Toutefois, lorsque la composante de la personne morale responsable de la gestion de la participation de la Région engage comme consultante la composante de la personne morale qui détient le permis, cette dernière peut communiquer les informations nécessaires pour accomplir le travail de consultant. Les détenteurs de tous les permis auxquels les informations se réfèrent doivent être informés à l'avance des informations qui seront fournies de cette manière et doivent disposer d'un délai suffisant pour soulever des objections. »

Art. 11. A l'article 19, alinéa 1^{er}, le mot « décrets » est inséré entre le mot « lois » et les mots « et arrêtés ».

Au même article, alinéa 2, les mots « l'article 132 des lois minières coordonnées » sont remplacés par les mots « l'article 59 du décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 sur les mines ».

Art. 12. A l'article 20, le mot « décrets » est inséré entre le mot « lois » et les mots « et arrêtés ».

Art. 13. A l'article 21, alinéa 1^{er}, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 14. A l'article 23, alinéa 1^{er}, les mots « l'article 128 des lois minières coordonnées » sont remplacés par les mots « l'article 61 du décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 sur les mines ».

Au même article, alinéa 2, les mots « l'article 129 (1^o) des lois susdites » sont remplacés par les mots « l'article 62 du décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 sur les mines ».

Au même article, alinéa 3, les mots « l'article 130 des lois minières coordonnées » sont remplacés par les mots « l'article 63 du décret du Conseil régional wallon du 7 juillet 1988 sur les mines ».

Au même article, l'alinéa 4 est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« Les infractions au présent article sont constatées par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal doit être remise au contrevenant dans les quarante-huit heures de la constatation de l'infraction, à peine de nullité. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 février 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 607

[C - 98/27135]

19. FEBRUAR 1998 — Dekret zur Abänderung, was die Wallonische Region betrifft, des durch das Gesetz vom 16. Juni 1947 bestätigten Königlichen Erlasses Nr. 83 vom 28. November 1939 über das Schürfen und Gewinnen von Asphaltgesteinen, Erdöl und Kraftgasen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 1 Absatz 2 wird der Wortlaut "der durch den Königlichen Erlaß vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Gruben" durch den Wortlaut "des Dekrets der Wallonischen Regionalexecutive vom 7. Juli 1988 über die Gruben" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 Absatz 1 wird der Wortlaut "der König" durch den Wortlaut "die Wallonische Regierung" ersetzt.

In Absatz 1 desselben Artikels wird der Wortlaut "dem Staat oder" gestrichen.

Der letzte Absatz dieses Artikels wird gestrichen und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Genehmigungen werden natürlichen oder juristischen Personen gewährt, die die für ihre Durchführung notwendige technische und finanzielle Leistungsfähigkeit nachweisen können."

Art. 3 - In Artikel 5 Absatz 1 wird der Wortlaut "Königlichen Erlaß" durch den Wortlaut "Erlaß der Wallonischen Regierung" ersetzt.

In demselben Artikel Absatz 2 wird der Wortlaut "Königlichen Erlaß" durch den Wortlaut "Erlaß der Wallonischen Regierung" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 6 wird gestrichen und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Artikel 6 - § 1. Die Einleitung des Verfahrens für die Erteilung einer exklusiven Schürf- oder Betriebsgenehmigung zur Gewinnung von Erdöl und Kraftgasen erfolgt:

a. entweder auf Veranlassung der Wallonischen Regierung;

b. oder nachdem ein Antrag auf exklusive Schürf- oder Betriebsgenehmigung zur Gewinnung bei der Wallonischen Regierung eingereicht wurde.

§ 2. Die Form der Anträge auf exklusive Schürf- oder Betriebsgenehmigung zur Gewinnung wird durch Erlaß der Wallonischen Regierung festgelegt. In diesem Erlaß werden die Behörden bezeichnet, bei denen die Anträge eingereicht werden müssen, sowie die Formalitäten festgelegt, denen die Untersuchung dieser Anträge untersteht.

§ 3. Jedem Antrag wird ein Schürf- oder Gewinnungsprogramm beigefügt.

§ 4. Der in § 2 erwähnte Erlaß regelt ebenfalls die Form der Anträge auf Gesamt- oder Teilverkauf, Gesamt- oder Teilabtretung, Aufteilung, Vermietung, Verpachtung der durch die Genehmigungen erteilten Rechte sowie der Anträge auf Zustimmung zur Übertragung dieser Rechte."

(1) Sitzung 1997-1998

Dokumente des Rats - 317 (1997-1998), Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 28. Januar 1998

Diskussion - Abstimmung.

Art. 5 - Artikel 7 wird gestrichen und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Artikel 7 - § 1. Wenn mehrere Anträge, was die in Artikel 2 erwähnte technische und finanzielle Leistungsfähigkeit sowie das in Artikel 6 erwähnte Schürf- und Gewinnungsprogramm betrifft, in gleicher Weise in Betracht kommen, ersucht die Wallonische Regierung die Antragsteller um zusätzliche Informationen, um über diese Anträge objektiv entscheiden zu können.

§ 2. In dem Erlaß der Wallonischen Regierung zur Erteilung einer Genehmigung wird ihre Geltungsdauer so bestimmt, daß sie nicht länger bemessen wird, als dies für die Ausübung der Tätigkeiten, für die sie erteilt wird, erforderlich ist.

§ 3. Auf Antrag des Inhabers der Genehmigung kann deren Geltungsdauer durch Erlaß der Wallonischen Regierung verlängert werden. Die Bedingungen für die Gewährung einer Verlängerung werden in dem in Artikel 6 vorgesehenen Erlaß der Wallonischen Regierung festgelegt.

§ 4. Der in § 2 erwähnte Erlaß bestimmt das Gebiet, in dem die Schürf- oder Gewinnungsarbeiten ausgeführt werden können, so daß das genehmigte Gebiet nicht größer bemessen wird, als dies für die aus technischer und wirtschaftlicher Sicht bestmögliche Ausübung der Tätigkeiten gerechtfertigt ist.

§ 5. Dem in § 2 erwähnten Erlaß wird ein Lastenheft beigelegt, in dem insbesondere das folgende vorgesehen wird:

- a. die dem Inhaber der Genehmigung gewährten Vorteile;
- b. der Satz der Abgabe zugunsten der Bodeneigentümer;
- c. die der Wallonischen Region zustehenden Gegenleistungen durch den Inhaber der Genehmigung;
- d. die Bedingungen, unter denen der Inhaber entbunden wird, was die Wiederinstandsetzung der Stätte betrifft, entweder am Ablauf der Genehmigung oder wenn der Inhaber auf diese Genehmigung vor ihrem Ablauf verzichtet;
- e. die Ursachen und die Bedingungen des Entzugs der Genehmigung und die Entschädigung, die in solchem Fall gegebenenfalls dem Inhaber zu zahlen ist;
- f. die Grundlagen der Entschädigung, die gemäß Artikel 10 dem Inhaber gegebenenfalls zu zahlen ist;
- g. die Bedingungen betreffend die Ausübung der Tätigkeiten, für die die Genehmigung erteilt wird, soweit sie durch die öffentliche Sicherheit, die Volksgesundheit, die Verkehrssicherheit, den Umweltschutz, den Schutz biologischer Ressourcen und den Schutz des regionalen Kulturguts von künstlerischem, geschichtlichem oder archäologischem Wert, die Sicherheit von Anlagen, die Bewirtschaftungsplanung von Kohlenwasserstoffen oder die Notwendigkeit, Steuereinnahmen zu sichern, gerechtfertigt sind.

Das Lastenheft kann dem Inhaber der Genehmigung die Verpflichtung vorschreiben, einer der im gemeinsamen Interesse der Betreiber gegründeten Einrichtungen beizutreten.

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung werden die Anwendungsmodalitäten dieses Artikels bestimmt.“

Art. 6 - In Artikel 10 wird der Wortlaut „oder die Gewinnung, die dem Staat durch einen aufgrund Artikel 17 verabschiedeten Erlaß, vorbehalten wird“ gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 14 Absatz 1 wird das Wort „Regierung“ durch den Wortlaut „Wallonische Regierung“ ersetzt.

Art. 8 - Artikel 16 wird gestrichen und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„Artikel 16 - Die Bestimmungen von Artikel 44 des Dekrets der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1988 über die Gruben finden Anwendung, wenn es sich um in Artikel 15 des vorliegenden Erlasses erwähnten Schäden handelt.“

Art. 9 - Titel VI sowie Artikel 17 werden gestrichen.

Art. 10 - Ein neuer Titel VI mit folgendem Wortlaut, der einen neuen Artikel 17 enthält, wird eingefügt:

„Titel VI - Beteiligung der Wallonischen Region an der Ausübung der durch die Genehmigung verliehenen Rechte.

Art. 17 - § 1. Die Vorschriften für die Erbringung der Gegenleistungen gemäß Artikel 7 § 5 Absatz 1, c, einschließlich der Auflagen für eine regionale Beteiligung, sind von der Wallonischen Regierung so festzulegen, daß die Unabhängigkeit der Unternehmensführung gewährleistet ist.

§ 2. Wird die Erteilung der Genehmigung von einer regionalen Beteiligung an den Tätigkeiten abhängig gemacht und ist eine Rechtsperson mit der Verwaltung dieser Beteiligung betraut worden oder verwaltet die Region selbst die Beteiligung, so kann sowohl die Rechtsperson als auch die Region die mit einer solchen Beteiligung verbundenen Rechte und Pflichten entsprechend der Bedeutung der Beteiligung wahrnehmen, sofern die Rechtsperson oder die Region keine Informationen erhält und kein Stimmrecht bei Entscheidungen über Bezugsquellen der Inhaber der Genehmigungen ausübt und sofern die Region oder die Rechtsperson, im Sinne von Artikel 1 Punkt 2 der Richtlinie 90/531/EWG, zusammen mit einem oder mehreren öffentlichen Unternehmen kein mehrheitliches Stimmrecht bei anderen Entscheidungen ausübt und das Stimmrecht der Rechtsperson oder der Region ausschließlich auf transparenten, objektiven und nicht diskriminierenden Grundsätzen beruht und der Inhaber der Genehmigung dadurch nicht daran gehindert wird, bei seinen Verwaltungsentscheidungen normale Geschäftsprinzipien zugrunde zu legen.

§ 3. Die Bestimmungen des vorstehenden Absatzes hindern eine Rechtsperson oder die Region jedoch nicht daran, Einspruch gegen Entscheidungen der Inhaber einer Genehmigung zu erheben, die die in der Genehmigung aufgeführten Bedingungen und Auflagen betreffend die Abbaupolitik und den Schutz der finanziellen Interessen der Region nicht beachten.

§ 4. Das Einspruchsrecht ist in nichtdiskriminierender Weise wahrzunehmen, insbesondere wenn es sich um Investitionsentscheidungen oder um Entscheidungen betreffend die Versorgungsquellen der Inhaber einer Genehmigung handelt. Wird die regionale Beteiligung an den Tätigkeiten von einer Rechtsperson verwaltet, die auch Inhaberin der Genehmigung ist, so schafft die Regierung Regelungen, die vorschreiben, daß die Rechtsperson getrennte Konten für ihre geschäftliche Tätigkeit einerseits und ihre Tätigkeit als Verwalter der regionalen Beteiligung andererseits führt, und die gewährleisten, daß keine Informationen von dem für die Verwaltung der regionalen Beteiligung zuständigen Teil der Rechtsperson an den Teil der Rechtsperson gehen, der aus eigenem Recht Inhaber von Genehmigungen ist. Beschäftigt der für die Verwaltung der regionalen Beteiligung zuständige Teil der Rechtsperson jedoch den Teil der Rechtsperson, die Inhaber einer Genehmigung ist, als Berater, so kann er letzterem die Informationen zur Verfügung stellen, die für die Beratungstätigkeit erforderlich sind. Die Inhaber aller Genehmigungen, auf die sich die Informationen beziehen, werden vorher darüber unterrichtet, welche Informationen auf diese Art weitergegeben werden sollen, und erhalten genug Zeit, um Einwände zu erheben.“

Art. 11 - In Artikel 19 Absatz 1 wird das Wort "Dekrete" zwischen die Wörter "Gesetze" und "und Erlasse" eingefügt.

In demselben Artikel Absatz 2 wird der Wortlaut "Artikel 132 der koordinierten Gesetze über die Gruben" durch den Wortlaut "Artikel 59 des Dekrets der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1988 über die Gruben" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 20 wird das Wort "Dekrete" zwischen die Wörter "Gesetze" und "und Erlasse" eingefügt.

Art. 13 - In Artikel 21 Absatz 1 wird der Wortlaut "Der König" durch den Wortlaut "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 23 Absatz 1 wird der Wortlaut "Artikel 128 der koordinierten Gesetze über die Gruben" durch den Wortlaut "Artikel 61 des Dekrets der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1988 über die Gruben" ersetzt.

In demselben Artikel Absatz 2 wird der Wortlaut "Artikel 129 (1°) der vorerwähnten Gesetze" durch den Wortlaut "Artikel 63 der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1988 über die Gruben" ersetzt.

In demselben Artikel wird der Absatz 4 gestrichen und durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Verstöße gegen diesen Artikel werden in Protokollen festgelegt, die bis zum Gegenbeweis gelten. Eine Abschrift des Protokolls ist dem Urheber des Verstoßes bei Strafe der Nichtigkeit innerhalb achtundvierzig Stunden nach Feststellung des Verstoßes auszuhändigen."

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Februar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 607

[C - 98/27135]

19 FEBRUARI 1998. — Decreet houdende wijziging, wat het Waalse Gewest betreft, van het koninklijk besluit nr. 83 van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumineuze gesteenten, van petroleum en van brandbare gassen, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, tweede lid, worden de woorden "van de bij koninklijk besluit van 15 september 1919 samengeordende mijnwetten" vervangen door de woorden "van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1988 op de mijnen".

Art. 2. In artikel 2, eerste lid, worden de woorden "den Koning" vervangen door de woorden "de Waalse Regering".

In hetzelfde lid worden de woorden "aan den Staat of" geschrapt.

Het laatste lid van hetzelfde artikel wordt vervangen als volgt :

"De vergunningen worden verleend aan natuurlijke of rechtspersonen die kunnen bewijzen dat ze beschikken over de technische en financiële middelen om ze uit te voeren."

Art. 3. In artikel 5, eerste en tweede lid, worden de woorden "koninklijk besluit" vervangen door de woorden "besluit van de Waalse Regering".

Art. 4. Artikel 6 wordt vervangen als volgt :

"Artikel 6. § 1. De procedure voor de toekenning van vergunningen voor het instellen van een onderzoek m.b.t. de verkenning of de ontginning van olie en brandbare gassen wordt ingeleid :

a. hetzij op initiatief van de Waalse Regering;

b. hetzij na het indienen van een aanvraag om een dergelijke vergunning bij de Waalse Regering.

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad 317 (1997-1998) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 28 januari 1998.

Bespreking. — Stemming.

§ 2. De wijze waarop een vergunning voor het instellen van een verkennings- of ontginningsonderzoek moet worden aangevraagd, wordt bij besluit van de Waalse Regering vastgesteld; bij hetzelfde besluit wordt bepaald aan welke overheden de aanvragen te richten zijn en aan welke formaliteiten de behandeling ervan onderworpen is.

§ 3. Bij elke aanvraag wordt een verkennings- of ontginningsprogramma gevoegd.

§ 4. De vorm van de aanvragen om gehele of gedeeltelijke verkoop en overdracht, om verdeling, verhuur, verpachting van de door de vergunningen toegekende rechten en van de aanvragen om goedkeuring van de erfopvolging van deze rechten wordt eveneens bepaald in het in § 2 bedoelde besluit.

Art. 5. Artikel 7 wordt vervangen als volgt :

"Artikel 7. § 1. Wanneer meer aanvragen dezelfde garanties bieden, zowel wat betreft de in artikel 2 bedoelde technische en financiële middelen als het in artikel 6 bedoelde verkennings- en ontginningsprogramma, verlangt de Waalse Regering aanvullende gegevens van de aanvragers om een objectieve keuze te kunnen maken.

§ 2. Krachtens het besluit van de Waalse Regering waarbij de vergunning wordt verleend, mag deze laatste niet langer lopen dan de duur die noodzakelijk is om de activiteiten te verrichten.

§ 3. De duur van de vergunning kan bij besluit van de Waalse Regering verlengd worden op verzoek van de vergunninghouder. De voorwaarden voor de toekenning van een verlenging worden bepaald bij het in artikel 6 bedoelde besluit van de Waalse Regering.

§ 4. Het bereik waarbinnen de verkennings- of ontginningswerken kunnen worden uitgevoerd, wordt zodanig bepaald bij het in § 2 bedoelde besluit dat de activiteiten uit technisch en economisch oogpunt op een optimale wijze kunnen plaatsvinden.

§ 5. Bij het in § 2 bedoelde besluit wordt een bestek gevoegd, met o.a. de volgende gegevens :

- a. de aan de vergunninghouder toegekende voordelen;
- b. het percentage van de aan de grondeigenaars verschuldigde bijdrage;
- c. de bijdragen die de vergunninghouder aan het Waalse Gewest verschuldigd is;
- d. de voorwaarden waaronder de vergunninghouder als vrij en ontlast wordt beschouwd, met name wat het herstel van de plaats betreft, hetzij wanneer de vergunning vervalt, hetzij ingeval hij vóór de vervaldatum zou afzien van het genot van de vergunning;
- e. de oorzaken van en de voorwaarden voor het intrekken van de vergunning en de vergoeding die in zo'n geval eventueel verschuldigd is aan de houder;
- f. de grondslag van de vergoeding die krachtens artikel 10 eventueel verschuldigd is aan de houder;
- g. de voorwaarden betreffende de uitoefening van de activiteiten waarvoor de vergunning wordt verleend, voor zover gerechtvaardigd door de openbare orde, de volksgezondheid, de vervoersveiligheid, de milieubescherming, de bescherming van de biologische hulpbronnen en van gewestelijk bezit met een artistieke, historische of archeologische waarde, de veiligheid van installaties, het beheer van koolwaterstofvoorkomens of de noodzaak om belastinginkomsten veilig te stellen.

Het bestek kan de vergunninghouder verplichten lid te worden van inrichtingen die in het belang van de exploitanten opgericht zijn.

De voorschriften voor de toepassing van dit artikel worden bij besluit van de Waalse Regering bepaald."

Art. 6. In artikel 10 worden de woorden "of indien de ontginning bij een krachtens artikel 17 getroffen koninklijk besluit, aan den Staat wordt voorbehouden" geschrapt.

Art. 7. In artikel 14, eerste lid, wordt het woord "Regering" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 8. Artikel 16 wordt vervangen als volgt :

"Artikel 16. De bepalingen van artikel 44 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1988 op de mijnen zijn van toepassing wanneer het gaat om schade bedoeld in artikel 15 van dit besluit."

Art. 9. Titel VI en artikel 17 worden geschrapt.

Art. 10. Er wordt een nieuwe Titel VI met een nieuw artikel 17 ingevoegd, luidend als volgt :

"Titel VI. — Deelneming van het Waalse Gewest in de uitoefening van door de vergunning toegekende rechten

Art. 17. § 1. De voorschriften inzake de in artikel 7, § 5, eerste lid, c, bedoelde bijdragen, met inbegrip van eventuele eisen inzake de deelneming van het Waalse Gewest, worden door de Waalse Regering zodanig vastgesteld dat het onafhankelijke beheer van de subjecten gehandhaafd blijft.

§ 2. Indien de verlening van de vergunning echter afhankelijk is van de deelneming van het Waalse Gewest in de betrokken activiteiten en een rechtspersoon is belast met het beheer van deze deelneming of indien het Gewest zelf de deelneming beheert, zal noch de rechtspersoon noch het Waalse Gewest ervan worden weerhouden de rechten en verplichtingen die met een dergelijke deelneming samenhangen op zich te nemen, in overeenstemming met de grootte van de deelneming, mits de rechtspersoon of het Gewest geen informatie bezit over of zijn stem uitbrengt bij besluiten betreffende de aankoopbronnen van de vergunninghouders, dat het Gewest of de rechtspersoon samen met één of meer openbare ondernemingen in de zin van artikel 1, punt 2, van Richtlijn 90/513/EEG geen meerderheidsstem heeft bij andere besluiten en mits de rechtspersoon of het Gewest uitsluitend op grond van transparante, objectieve en niet-discriminerende beginselen zijn stem uitbrengt en niet belet dat de beheersbesluiten van de vergunninghouder gebaseerd worden op normale commerciële overwegingen.

§ 3. Het vorige lid staat er niet aan in de weg dat de rechtspersoon of het Gewest zich verzet tegen een besluit van de vergunninghouders dat niet voldoet aan de in de vergunning vermelde voorwaarden en eisen in verband met het voorraadverminderingbeleid en de bescherming van de financiële belangen van het Gewest.

§ 4. Van de mogelijkheid om zich tegen een besluit te verzetten zal, inzonderheid m.b.t. besluiten betreffende de investeringen en de aankoopbronnen van de vergunninghouders, op niet-discriminerende wijze gebruik worden gemaakt. Indien de deelneming van het Gewest in de activiteiten beheerd wordt door een rechtspersoon die tevens de vergunninghouder is, legt de Regering voorschriften in de vergunning vast om ervoor te zorgen dat de rechtspersoon aparte boekhoudingen voert voor zijn commerciële functie enerzijds en voor zijn taak als beheerder van de deelneming van het Gewest anderzijds, en om te garanderen dat er geen informatie van het gedeelte van de rechtspersoon dat verantwoordelijk is voor het beheer van de deelneming van het Gewest, doorstroomt naar het gedeelte van de rechtspersoon dat zelf houder is van vergunningen. Wanneer echter het gedeelte van de rechtspersoon dat

verantwoordelijk is voor het beheer van de deelneming van het Gewest het gedeelte van de rechtspersoon dat houder is van een vergunning als consultant in dienst neemt, mag het eerstgenoemde gedeelte alle informatie ter beschikking stellen die voor het werk als consultant nodig is. De vergunninghouders op wie die informatie betrekking heeft, worden van tevoren meegedeeld welke informatie aldus zal worden verstrekt en er wordt hen voldoende tijd gegeven om hun bezwaren kenbaar te maken."

Art. 11. In artikel 19, eerste lid, wordt het woord "decreten" ingevoegd tussen het woord "wetten" en de woorden "en besluiten".

In hetzelfde artikel, tweede lid, worden de woorden "bij artikel 132 van de samengeordende mijnwetten" vervangen door de woorden "bij artikel 59 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1988 op de mijnen".

Art. 12. In artikel 20 wordt het woord "decreten" ingevoegd tussen het woord "wetten" en de woorden "en besluiten".

Art. 13. In artikel 21, eerste lid, wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 14. In artikel 23, eerste lid, worden de woorden "bij artikel 128 van de samengeordende mijnwetten" vervangen door de woorden "bij artikel 61 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1988 op de mijnen".

In hetzelfde artikel, tweede lid, worden de woorden "bij artikel 129 (1°) van hogervermelde wetten" vervangen door de woorden "bij artikel 62 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1988 op de mijnen".

In hetzelfde artikel, derde lid, worden de woorden "in artikel 130 der samengeordende wetten" vervangen door de woorden "in artikel 63 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 juli 1988 op de mijnen".

In hetzelfde artikel wordt het vierde lid vervangen als volgt :

"De overtredingen van dit artikel worden vastgesteld bij een proces-verbaal dat bewijskracht heeft, tenzij de vastgestelde feiten weerlegd kunnen worden. Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen achtenveertig uur na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder verzonden, op straffe van nietigheid."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 februari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION



F. 98 — 608

[C - 98/27136]

19 FEVRIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au paiement par les employeurs d'interventions effectuées par l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi dans le cadre de l'assistance à la procédure de recrutement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment les articles 2 et 23, § 2, modifié par le décret du 4 novembre 1993;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 4 novembre 1997;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 8 décembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;